



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme
Équipe RIA

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20220524-RAP-63-0637-Insp-Bacacier.odt		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société Bacacier 61, avenue du Stade 63200 Riom SIREN : 518 692 017 SIRET : 518 692 017 00024		S3IC 0003202855 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED
Activité principale : fabrication de couvertures et bardages métalliques		
Date du contrôle : 19/05/2022		
Inspecteur(s) :		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle		
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Incident/Accident du <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle Dépollution de la zone de l'ancienne cuve à fuel		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none">Ancienne cuve à fuel au sud du site, groupe motopompe de maintien en pression du système d'extinction automatique à eau, local de charge d'accumulateurs, transformateurs.		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none">Procès verbal de fin de travaux de l'inspecteur de l'environnement du 7 septembre 2018Règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
	Bacacier Bacacier	Directeur Général Chef de projet stratégique
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule RIA <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Liminaire

La visite avait principalement pour finalité, le récolement des travaux de dépollution de l'ancienne cuve à fuel de la société Seita Groupe Imperial Tobacco. En effet, dans le cadre de la cessation définitive de ses activités le 23 septembre 2018, cette société avait remis en état le site pour un usage industriel – usage futur qui a reçu l'approbation du président de la communauté de communes de Riom Limagne et Volcans par son courrier en date du 20 août 2018 – et l'inspection de l'environnement avait acté celle-ci dans son procès verbal du 7 septembre 2018 sauf pour la zone sud autour de l'ancienne cuve à fuel car la société Bacacier, alors futur acquéreur s'était engagée à la réaliser.

En outre, quelques installations étaient restées en place à la demande de la société Bacacier, installations toutes non classées ou en dessous des seuils de classement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement : le système d'extinction automatique, le groupe électrogène de secours de l'alimentation électrique, le groupe froid « Trane 1 » à deux circuits de 132 kg et 61 kg de fluide frigorigène R134A, plus quelques autres équipements modestes de refroidissement par fluide frigorigène (climatisation des bureaux), les postes de transformation.

Ces installations ont aussi été regardées lors de cette visite. Néanmoins, le présent rapport ne reprend que les constats réalisés sur les équipements abandonnés et non ceux qui sont encore exploités sur le site aujourd'hui, puisqu'ils sont repris dans le rapport de la visite d'inspection du site en construction et en début d'activité qui a eu lieu le même jour.

Ainsi ne sera abordé dans le présent rapport que la dépollution de l'ancienne cuve à fuel et le démantèlement du groupe froid « Trane 1 ».

I.2 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, des non-conformités ont été relevées.

Proposition de suites :

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de **3 mois**, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées et exposées en annexe au présent rapport.

Rédigé le 24 mai 2022 par l'inspecteur de l'Environnement (catégorie Installations Classées) Signé	Vérifié le 25 mai 2022 par l'inspecteur de l'Environnement (catégorie Installations Classées) Signé	Approuvé le 25 avril 2022 par le chef de l'unité interdépartementale Cantal Allier Puy-de-Dôme Signé
---	--	--

Constat N°1 : Dépollution de l'ancienne cuve à fuel au sud du site

Le mémoire de cessation d'activité du 29 mai 2018 de la société Seita-Groupe Imperial Tobacco faisait apparaître une pollution aux hydrocarbures au droit des pompes des cuves à fuel sous la dalle en béton au sud du site. Deux campagnes de l'APAVE en 2017 et 2018 avaient permis de caractériser la pollution. La zone impactée avait une surface d'environ 200 m² pour une profondeur de 2,5 m. La concentration en hydrocarbures totaux (HCT C10-C40) maximale mesurée s'élevaient à 4 500 mg/kg de matières sèches. La nappe et le cours d'eau le Maréchat s'écoulant à proximité n'étaient pas impactés.

Le volume de terre à traiter était donc d'environ 375 m³.

Le seuil de dépollution avait été fixé à 500 mg/kg de matières sèches en hydrocarbures totaux, ce qui correspond à l'acceptation en installation de stockage de déchets inertes.

Les travaux furent réalisés les 7 et 8 mars 2022 par la société Guintoli, supervisé par le cabinet Biobasic, spécialisé en études de sols.

Ces travaux ont été conduits selon la méthodologie définie par le Ministère chargé de l'Environnement, mise en application le 8 février 2007, puis mise à jour en date du 19 avril 2017, ainsi que selon les spécifications de la norme NF X31-620, parties 1 et 4, de décembre 2021.

Ils ont compris le décapage des sols sains surmontant la couche de sols pollués, puis le terrassement et le chargement des sols pollués pour évacuation vers le centre de traitement.

Les sols pollués ont été excavés et triés sur la base des indices organoleptiques (visuels et olfactifs) caractéristiques des pollutions hydrocarbonées, mais également sur la base d'analyses de terrain effectuées in-situ. Il a notamment été effectué l'analyse des COV sur les gaz du sol au moyen d'un analyseur portable à photo-ionisation (PID), régulièrement calibré, de façon à discriminer les terres polluées par des hydrocarbures des terres saines.

Les sols impactés par les hydrocarbures (graves sableuses en remblais), de couleur grise, particulièrement odorants, furent excavés et chargés directement dans des semi-bennes bâchées pour évacuation vers le centre de traitement.

Les sols impactés furent excavés jusqu'à retrouver les sols sains constitués du terrain naturel peu perméable (marnes bleues) en fond de fouille. 7 semi-bennes bâchées ont été évacuées pour un total de 208,46 tonnes de terres polluées par des hydrocarbures, vers la plateforme de traitement exploitée par la société SUEZ RR IWS MINERALS à Ternay (69360) – certificat d'acceptation préalable (CAP) délivré le 4 mars 2022.

Lors de l'excavation des sols pollués, il fut observé la présence d'un drain au sein des graves sableuses qui avait contribué à diffuser les hydrocarbures sur l'ensemble de la surface de l'ancienne cuvette de rétention. Ce drain fut enlevé pour éviter toute risque de propagation future vers le Maréchat, compte tenu de l'activité futur de la zone : stockage et dépotage de propane.

Afin de vérifier, la suffisance de la dépollution, 5 échantillons représentatifs des sols laissés en place en fond de fouille ont été prélevés sur l'ensemble de la zone traitée. Les résultats montrent que la concentration en hydrocarbures totaux avoisinent les 75 mg/kg de matières sèches (principalement des hydrocarbures de type C21-C25 qui correspondent au fuel), ce qui est bien inférieur à la valeur cible de 500 mg/kg de matières sèches.

Au cours des affouillements, la nappe est apparue et une irisation était présente à sa surface. La société Bacacier a fait appel à la société Valvert pour pomper et éliminer cette pollution. Depuis, selon l'exploitant cette irisation n'est pas revenue.

Le jour de l'inspection, les inspecteurs ont réalisé un contrôle visuel de la zone. Ils ont pu constater l'absence d'irisation visible à la surface de la nappe, et l'absence de tâches sur les terres affleurantes. Également, aucune odeur n'était perceptible.



L'inspection considère donc que la société Bacacier a répondu à ses obligations de dépollution. Elle peut désormais aménager la zone pour créer sa zone de stockage et de dépotage de propane.

Demande n°1 : L'exploitant fournira à l'inspection la preuve de l'élimination des eaux polluées par la société Valvert car cela ne figure pas dans le rapport d'achèvement de travaux de Biobasic.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Procès verbal du 7 septembre 2018	3 mois	

Constat N°2 : Démantèlement du groupe froid « Trane 1 »

En 2018, la société Bacacier avait souhaité qu'un des trois groupes froids « Trane » soit conservé. Lors de l'avancement du projet, elle s'est aperçu qu'elle n'avait pas besoin de moyens de réfrigération (hormis les petites climatisations de bureau).

Demande n°2 : L'exploitant fournira à l'inspection la preuve que les fluides frigorigènes contenus dans les deux circuits de l'appareil ont bien été récupérés par un opérateur certifié et qu'ils ont été éliminés ou régénérés selon les règles de l'art.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Règlement (UE) n°517/2014	3 mois	